

## La gauche fustige la «chasse» aux illégaux

**GENÈVE** Des élus socialistes et verts vont déposer des interpellations au Grand Conseil et au Conseil national pour faire la lumière sur la hausse des contrôles d'identité, dénoncée depuis plusieurs semaines par les associations. Un constat démenti par l'Administration fédérale des douanes

SYLVIA REVELLO  
@sylviarevello

A Genève, la polémique autour des contrôles d'identité menés par les gardes-frontières prend un tour politique. Début février, les associations de défense des sans-papiers dénonçaient une augmentation des interpellations aux abords du centre de distribution alimentaire de Thônex. Depuis, celui-ci a fermé et les bénéficiaires ont été redirigés vers d'autres lieux. Aujourd'hui, des élus socialistes et verts se mobilisent pour obtenir des réponses tant du canton que de la Confédération.

Anodins pour tout un chacun, les contrôles d'identité inopinés peuvent avoir des conséquences irréversibles pour les personnes sans statut légal. Depuis le début de l'année, le Collectif de soutien aux sans-papiers recense des dizaines de contrôles par semaine. Sans parler de ceux qui n'osent plus sortir de chez eux et renoncent à solliciter de l'aide.

«En pleine pandémie, ces contrôles intensifiés aux abords de la frontière et des gares mais aussi dans les transports instillent un climat de peur et bousculent le fragile équilibre mis en place dans la distribution de vivres», déplore la coprésidente du Parti socialiste genevois, Lydia Schneider Hauser, allant jusqu'à évoquer une «criminalisation de la pauvreté».

### Durcissement politique?

Il y a encore peu, Genève se voulait exemplaire dans la lutte contre le travail au noir avec, entre autres, le projet Papyrus. Aujourd'hui, les associations observent un durcissement de la politique migratoire. «On bascule d'une pratique tolérante à une chasse aux sans-papiers brutale», dénonce

Christian Dandrès, conseiller national socialiste.

Pour la gauche, la question est désormais de savoir s'il s'agit d'une «dérive» de l'Administration fédérale des douanes (AFD) ou d'une «démarche concertée» avec le Conseil d'Etat. A Genève, la police cantonale est chargée des contrôles d'identité, mais depuis 2014, les gardes-frontières disposent aussi de cette compétence. «On demande que le Conseil d'Etat résilie cet accord et interpelle l'AFD pour savoir ce qu'il se passe sur son territoire», détaille Christian Dandrès, qui déposera une interpellation lors de la prochaine session qui démarre lundi. «On sait que la Confédération compte intensifier la lutte contre l'immigration illégale. Genève fait-il office de test?» Des préoccupations partagées par la Verte Delphine Klopfenstein Brogini qui interpellera elle aussi le Conseil fédéral.

A Genève, le député socialiste Diego Esteban va, quant à lui, déposer une question urgente écrite au Grand Conseil le 4 mars prochain pour obtenir des chiffres sur le nombre de contrôles effectués depuis le début de l'année, mais aussi des précisions sur l'étendue des tâches des gardes-frontières. L'ouverture d'un nouveau centre de distribution dans le périmètre de Chêne-Bourg est par ailleurs suggérée dans la mesure où les habitants du quartier doivent désormais se rendre à Carouge ou en ville de Genève pour récupérer leur colis. La réponse du Conseil d'Etat est attendue d'ici au 26 mars.

Démentant tout contrôle ciblé, l'AFD attribue l'augmentation des interpellations au Covid-19. «Le nombre d'interpellations des personnes en séjour illégal stagne, voire suit une légère tendance à la baisse ces derniers mois», précise la porte-parole Donatella Del Vecchio, soulignant que la tendance semble se confirmer pour février. Quand à une éventuelle action concertée avec le gouvernement genevois, l'AFD se contente de dire qu'elle travaille «en collaboration avec les autorités cantonales, nationales et étrangères» dans l'exercice de son mandat. ■

## Le rapport du DFAE qui contredit Ignazio Cassis

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES** Décisions opaques, cercles de pouvoir, manque de soutien de l'institution: un rapport interne au DFAE corrobore les critiques émises à l'encontre du département ces derniers mois. Il met à mal la théorie défendue par Ignazio Cassis selon laquelle la gronde interne ne serait qu'une rumeur invérifiable

BORIS BUSSLINGER  
@BorisBusslinger

Le 14 février dernier, Ignazio Cassis était l'invité du journal du soir de la RTS. Entre deux questions sur son voyage en Afrique, la présentatrice interpellait le politicien sur la gestion de son département. «Je prends toute critique très au sérieux, répond alors le conseiller fédéral. J'ai beaucoup de respect pour les gens qui ont le courage de frapper à ma porte. J'ai moins de respect pour ceux qui se cachent derrière l'anonymat et font circuler dans les médias des critiques qu'on ne peut pas vérifier. L'enquête que la Confédération a faite sur la qualité du travail des collaborateurs montre que dans mon département tout va mieux qu'il y a trois ans. Il y a les faits et les rumeurs médiatiques. Je regarde plus volontiers les faits.»

La réalité est cependant factuellement moins rose que ne l'affirme le conseiller fédéral. En invoquant la loi sur la transparence, laquelle vise à promouvoir l'accès aux documents officiels à des fins d'information, *Le Temps* a obtenu un rapport qui montre que le mécontentement d'une partie des employés sur la manière de gérer le département a été documenté dès 2019. Par une employée du DFAE.

**«La culture d'entreprise est souvent caractérisée par le manque de transparence, la peur et le manque de confiance dans la direction»**

SABINE K., ANCIENNE MÉDECIN DU TRAVAIL DU DFAE

«La culture d'entreprise est souvent caractérisée par le manque de transparence, la peur et le manque de confiance dans la direction», observe sans ambages la doctoresse Sabine K. Engagée en mai 2019 au nouveau poste de «médecin du travail du DFAE», la praticienne avait pour tâche de «compléter et renforcer les aspects préventifs de l'offre existante dans le domaine de la gestion de la santé au travail et mieux répondre aux besoins spécifiques des employés du DFAE».

Six mois après son entrée en fonction au sein de l'unité «case management», elle rendait un rapport interne destiné à «tirer un bilan provisoire en matière de gestion de la santé au DFAE». Constitué sur la base de «plus de 120 demandes» – deux tiers en provenance de l'étranger – adressées par des employés du département, celui-ci ne peut avoir qu'un caractère «incomplet et subjectif», estime la doctoresse, notamment en raison du cours temps d'étude sur lequel il se base. Ses observations nuancent cependant de manière claire l'idée de «rumeur médiatique» avancée par Ignazio Cassis pour expliquer les convulsions en cours dans son département.

### «La culture du ragot»

Le document constate tout d'abord un certain nombre de problèmes assez courants dans le monde entrepreneurial: la culture du «toujours joignable», le non-respect des temps de repos, des soldes excessifs de jours de vacances – bien qu'en diminution. De manière générale, estime Sabine K., les mesures préventives de protection de la santé des travailleurs sont «rudimentaires». Plus piquant, la doctoresse décrit aussi une liste des causes le plus souvent énoncées: «Des décisions opaques lors des processus de transfert», «le remplacement d'une direction cohérente par des cercles de pouvoir» et «un manque de soutien général de l'institution».

Le document s'attarde ensuite sur les facteurs indirects de mal-être au sein du département. Et constate la chose suivante: «Une perte de confiance des employés dans la structure, des lacunes managériales et un très haut niveau de stress.» Sur ce dernier point, la médecin établit une liste des causes le plus souvent énoncées: «Des décisions opaques lors des processus de transfert», «le remplacement d'une direction cohérente par des cercles de pouvoir» et «un manque de soutien général de l'institution».

Les employés les plus exposés se plaignent régulièrement de ces derniers éléments, renseigne le document, qui estime que «la situation s'est de plus en plus aggravée au sein des cadres supérieurs ces dernières années et constitue l'une des causes principales du manque de satisfaction au travail».

### 120 personnes sur 5500

En franche rupture avec les conclusions mises en avant par Ignazio Cassis, le document interne n'est pas tendre avec son département, qui s'échine à nier ce genre d'accusations depuis plusieurs mois alors même qu'elles avaient été documentées. «Le secret médical a pu motiver certains employés à s'exprimer», estime la doctoresse dans le texte. Toutefois la question demeure: comment expliquer un pareil grand écart?

«Ce rapport a été écrit par Madame K. de sa propre initiative, souligne d'entrée Tania Cavassini, directrice de la direction des ressources du DFAE. Même si j'accueille avec plaisir toute remarque constructive qui nous permette d'avancer. Quant à ses conclusions, je dirais la chose suivante: Madame K. n'a eu à faire qu'aux personnes qui avaient besoin de conseil médical. Son rapport se base sur des entretiens avec 120 personnes sur 5500. Cela ne repré-



IGNAZIO CASSIS  
CHEF DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**«Il y a les faits et les rumeurs médiatiques. Je regarde plus volontiers les faits»**

sente pas l'ensemble du DFAE. Notre enquête de satisfaction, à laquelle 66% du personnel a répondu, démontre que les gens se sentent en bonne santé. Notre indicateur santé est le plus élevé de toute l'administration fédérale et le nombre de jours de maladie par année le plus bas. L'équilibre entre vie privée et vie professionnelle («work-life balance») est aussi largement salué dans l'enquête et cette valeur est en augmentation.»

A la suite du rapport de la doctoresse K., des mesures ont été prises, précise la directrice. «Un séminaire sur la gestion du stress mis en place avec la doctoresse K., pour lequel nous avons eu de très bons retours. Un webinaire pour développer la résilience des équipes à la centrale et à l'étranger, qui a été un grand succès. Et j'ajoute que chaque ambassade a un médecin-conseil, il ne faut pas l'oublier.»

### Les remplaçants ne se bousculent pas

L'action de ces derniers a également été saluée par Sabine K., qui met plutôt en cause les dysfonctionnements suscités par l'administration elle-même. Quid de cette partie-là du rapport? «Il y a les questions de santé et il y a le reste, dit Tania Cavassini. Concernant les critiques au sujet de la gestion du stress causé par les transferts de postes, chacun le vit différemment. Les conseillers RH sont à disposition des collaborateurs pour toute question. Les collaborateurs du DFAE et leurs familles peuvent aussi faire appel à une équipe de psychologues externes.»

Partie peu après la rédaction de ce document, Sabine K. n'a pas souhaité commenter davantage ses observations. Contactée par *Le Temps*, elle estime – manifestement sans regrets – que «cette période de sa vie est derrière elle». Faute de candidatures «bien que son poste ait été mis au concours plusieurs fois», elle n'a pas été remplacée.

«Dans l'intervalle, nous travaillons avec les HUG durant la crise Covid-19, précise Tania Cavassini. Et un spécialiste en santé publique devrait prochainement lui succéder.» «Sa vision des choses m'est toujours utile pour gérer mon département», assure la directrice, qui souligne «faire en sorte de cultiver une culture d'échange». ■

PUBLICITÉ

**VOTRE FUTUR C'EST NOTRE PRÉSENT**

Aujourd'hui c'est déjà demain, tout simplement parce que les décisions que nous prenons à propos des énergies auront un impact dans nos vies de tous les jours.

groupe-e.ch



Experts en solutions énergétiques globales

groupe e